

Maître d'ouvrage
UGECAM PACA CORSE

Réhabilitation du centre de Soins de Suite et de
Réadaptation Centre Hélios Marin de Vallauris (06)

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

CONSULTATION ASSURANCE CONSTRUCTION
Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Appel d'Offres Ouvert (défini selon les articles L-2124-1 et L2124-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 Novembre 2018 (partie législative de la CP) et selon les articles R-2124-1, R-2124-2, R-2161-1 à 5 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la Commande publique)

Version 1

Maître d'ouvrage

UGECAM PACA CORSE
42 Boulevard de la Gaye
13406 Marseille



Assistant au maître d'ouvrage

A2MO Rennes
Tour ALMA – Bât. B
5 rue du Bosphore
35200 - RENNES
02 22 91 04 31



TABLE DES MATIERES

1	OBJET – DESCRIPTION DE L’OPERATION	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Données générales de l’opération.....	4
1.3	Particularités de site	5
1.4	Particularités techniques	5
2	LOT 1 : ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE	6
2.1	Les assurés	6
2.2	Assiette financière pour le calcul de la cotisation dommages ouvrage.....	6
2.3	Nature des garanties et des franchises	7
2.3.1	Les garanties de base.....	7
2.3.1.1	Le contenu	7
2.3.1.2	Le montant.....	7
2.3.1.3	Reconstitution de garantie.....	7
2.3.2	Les garanties complémentaires	8
2.3.2.1	La garantie de bon fonctionnement des éléments d’équipements dissociables	8
2.3.2.2	La garantie des immatériels consécutifs	8
2.3.2.3	La garantie des dommages aux ouvrages existants	8
2.3.2.4	Le contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).....	8
2.3.3	Les franchises	9
2.3.4	Récapitulatif des garanties et des franchises :.....	10
2.4	La durée du contrat.....	10
3	LOT 2 : ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER	11
3.1	Les assurés	11
3.2	Les biens assurés	11
3.3	Assiette financière pour le calcul de la cotisation TRC.....	11
3.4	Nature des garanties et des franchises	12
3.4.1	Les garanties de base.....	12
3.4.1.1	Le contenu	12
3.4.1.2	Le montant.....	12
3.4.1.3	Reconstitution de garantie.....	12
3.4.2	Les garanties complémentaires de la TRC	13
3.4.2.1	Les frais de déblaiement	13
3.4.2.2	Les frais de transport accéléré, heures supplémentaires.....	13
3.4.2.3	Les frais d’honoraires des prestataires spécialisés	13
3.4.2.4	Les frais pour périls imminents et mesures conservatoires	13
3.4.2.5	Les frais d’experts d’assurés :.....	13
3.4.2.6	La garantie des dommages aux ouvrages existants (autres que les existants indivisibles, ou totalement incorporés à l’ouvrage neuf) :	13
3.4.3	Les franchises de la TRC :	13
3.4.4	Récapitulatif des garanties et des franchises.....	14
3.5	La durée du contrat.....	14
3.6	La renonciation à recours.....	14
3.7	Prestation supplémentaire éventuelle.....	14
3.7.1	L’objet la PSE n°1 au lot n°1 Dommages Ouvrage : CCRD.....	15
3.7.2	Les conditions particulières de la PSE n°1 au lot n°1 Dommages Ouvrage : CCRD	15
3.7.3	Les garanties de la PSE n°1 au lot n°2 Tous Risques Chantier : RC MOA	15

3.7.4	Les franchises de la PSE n°1 au lot n°2 Tous Risques Chantier : RC MOA	15
3.7.5	Les garanties de la PSE n°2 au lot n°2 Tous Risques Chantier : Garantie Maintenance visite	15
3.7.6	Les franchises de la PSE n°2 au lot n°2 Tous Risques Chantier : Garantie Maintenance visite	16

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES / CAHIER DES CHARGES

1 OBJET – DESCRIPTION DE L'OPERATION

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Règlement de consultation concernent l'ensemble des prestations nécessaires à la souscription d'une Assurances Dommages Ouvrages et d'un Assurance Tous Risques Chantier de l'opération de Réhabilitation du centre de Soins de Suite et de Réadaptation Centre Hélios Marin de Vallauris.

Lieu d'exécution des prestations (situation du risque) : Vallauris (06)

1.2 Données générales de l'opération

Identité du souscripteur :	UGECAM PACA CORSE 42 Boulevard de la Gaye 13406 Marseille																								
Nature du souscripteur :	<input type="checkbox"/> Etablissement Public de Santé <input type="checkbox"/> Etablissement social et médico-social <input type="checkbox"/> Etablissement privé de Santé <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Groupe de l'assurance maladie - organisme privé à but non lucratif																								
Lieu de l'opération :	1090 Voie Julia 06220 VALLAURIS																								
Type de bâtiment :	ERP type U / 3 ^{ème} catégorie																								
Type de travaux :	Travaux de réhabilitation																								
Montage (travaux) :	Lot unique																								
Déclaration d'Ouverture de Chantier :	<p>Les travaux de réhabilitation à assurer portent sur les phases 1/2/3. Des travaux préparatoires et préalables (phase 0) sont en cours. Ces travaux préparatoires ont fait l'objet d'une DOC en date du 12/06/23.</p> <p>La DOC des travaux des phase 1/2/3 devrait être établie en 03/25</p>																								
Signature des marchés de travaux :	Date prévisionnelle d'affermissement de la tranche optionnelle 1 (phase travaux) en 03/25																								
OS de démarrage des travaux :	Date prévisionnelle 01/04/25																								
Durée prévisionnelle des travaux :	36 mois y compris périodes de préparation et déménagements entre phases																								
Phasage / réception :	3 phases de travaux																								
Cout prévisionnel de l'opération de construction :	<table border="1"> <tr> <td>Travaux en €HT (voir ci-dessus) :</td><td>32 721 040 €</td></tr> <tr> <td>Dont Extension :</td><td>0 €</td></tr> <tr> <td>Dont Restructuration :</td><td>32 721 040 €</td></tr> <tr> <td>Honoraires et frais en €HT :</td><td>2 906 893 €</td></tr> <tr> <td>Dont MOE avec avenant n°2 :</td><td>2 403 563 €</td></tr> <tr> <td>Dont Bureau Contrôle :</td><td>44 990 €</td></tr> <tr> <td>Dont Géotechnicien avec avenant n°1:</td><td>26 920 €</td></tr> <tr> <td>Dont CSPS avec avenant n°1:</td><td>22 110 €</td></tr> <tr> <td>Dont AMO avec avenant n°4:</td><td>409 310 €</td></tr> <tr> <td>Coût total en €HT :</td><td>35 627 933 €</td></tr> <tr> <td>TVA 20% :</td><td>7 125 587 €</td></tr> <tr> <td>Coût total en €TTC :</td><td>42 753 519 €</td></tr> </table>	Travaux en €HT (voir ci-dessus) :	32 721 040 €	Dont Extension :	0 €	Dont Restructuration :	32 721 040 €	Honoraires et frais en €HT :	2 906 893 €	Dont MOE avec avenant n°2 :	2 403 563 €	Dont Bureau Contrôle :	44 990 €	Dont Géotechnicien avec avenant n°1:	26 920 €	Dont CSPS avec avenant n°1:	22 110 €	Dont AMO avec avenant n°4:	409 310 €	Coût total en €HT :	35 627 933 €	TVA 20% :	7 125 587 €	Coût total en €TTC :	42 753 519 €
Travaux en €HT (voir ci-dessus) :	32 721 040 €																								
Dont Extension :	0 €																								
Dont Restructuration :	32 721 040 €																								
Honoraires et frais en €HT :	2 906 893 €																								
Dont MOE avec avenant n°2 :	2 403 563 €																								
Dont Bureau Contrôle :	44 990 €																								
Dont Géotechnicien avec avenant n°1:	26 920 €																								
Dont CSPS avec avenant n°1:	22 110 €																								
Dont AMO avec avenant n°4:	409 310 €																								
Coût total en €HT :	35 627 933 €																								
TVA 20% :	7 125 587 €																								
Coût total en €TTC :	42 753 519 €																								
Permis de construire :	<p>N° Dossier : PC00615522V0054</p> <p>Date de l'arrêté : 14/02/23</p> <p>Surface SDP du projet : 17 925 m2 SDP</p>																								

Permis de démolir : (si nécessaire)	N° Dossier : le PC déposé vaut permis de démolir
Consistance des travaux : (descriptif succinct)	<p>Réhabilitation du Centre Hélios Marin à Vallauris (06)</p> <p>Construction d'une extension en liaison directe avec les existants : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p>Détail des travaux :</p> <p>Le bâtiment à réhabiliter est un établissement de rééducation spécialisé dans la prise en charge des affections de l'appareil locomoteur et neurologiques.</p> <p>Les travaux envisagés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La restructuration du bâtiment principal pour intégrer 140 lits d'hospitalisations complètes (extensibles à 152 lits), sur 4 niveaux (R+2, R+3, R+4 et R+5), soit 30 à 40 lits par niveau - Le regroupement au R+1 du plateau technique de rééducation, l'hôpital de jour et de consultations. - La création dans l'ancienne salle de spectacle d'un secteur de balnéothérapie. - La réhabilitation du hall d'entrée. - La libération de l'extension de 1977 accueillant aujourd'hui le plateau technique de l'hôpital de jour et la densification des surfaces sur le bâtiment principal.

1.3 Particularités de site

Tiers :	Néant
Environnement naturel :	Pas de spécificité particulière
Environnement urbain :	Pas de spécificité particulière
Travaux en site occupé :	Oui
Présence d'existants :	<p>Présence de bâtiments existants sur le site : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON</p> <p>Surface des existants restructurés dans le cadre de l'opération : 10 836 m²</p> <p>Surface des existants du site non restructurés : 17 925 – 10 836 = 7089 m²</p>

1.4 Particularités techniques

DCE marchés de travaux :	Il s'agit d'un dossier PRO réalisé en mode collaboratif MOE/entreprise. L'entreprise générale est déjà désignée (consultation marché de travaux réalisée sur la base d'un dossier APD)
Autorisations d'urbanisme :	<p>Le Permis de construire est joint au dossier.</p> <p>Le Permis de démolir est joint au dossier (PC valant PD)</p>
Fondations / infrastructures :	<p><u>Bâtiment principal</u> : le projet ne prévoit pas de renforcer les fondations existantes – Le dossier PRO et les études géotechniques G2 PRO doivent le confirmer</p> <p><u>Balnéothérapie</u> : le projet prévoit une structure qui sera indépendante de l'existant avec le principe de « boîte dans la boîte » ; des fondations nouvelles pour le bassin complètement indépendantes sont créées</p> <p>Le Maître d'ouvrage a prévu de confier au géotechnicien une mission d'étude géotechnique G4 à réaliser pendant le chantier</p>
Structure :	<p><u>Bâtiment principal</u> : Structure existante en béton armé avec système poteaux/poutres</p> <p><u>Balnéothérapie</u> : Structure créée indépendante en béton armé avec système poteaux/poutres</p>
Clos et couvert :	Pas de spécificité particulière
Corps d'état de finitions :	Pas de spécificité particulière
Techniques non courantes :	Le DCE Travaux ne prévoit pas de recours à des techniques de construction non courantes

2 LOT 1 : ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE

2.1 Les assurés

Les assurés du présent contrat sont :

- Le Maître d'ouvrage dont l'identité est définie à l'acte d'engagement et dans le CCAP.
- Les propriétaires et / ou occupants successifs de l'Ouvrage, au bénéfice desquels sont souscrites les garanties dommages ouvrage, et de toute autre personne physique ou morale qui aurait la qualité d'occupant.

2.2 Assiette financière pour le calcul de la cotisation dommages ouvrage

L'assiette financière servant de base au calcul de la cotisation dommages ouvrage est déterminée comme suit, à partir du coût prévisionnel de la construction défini au paragraphe 1.2- Données générales de l'opération du présent document :

Travaux en €HT (voir ci-dessus) :	32 721 040 €
Dont Extension :	0 €
Dont Restructuration :	32 721 040 €
Honoraires et frais en €HT :	2 906 893 €
Dont MOE avec avenant n°2 :	2 403 563 €
Dont Bureau Contrôle :	44 990 €
Dont Géotechnicien avec avenant n°1:	26 920 €
Dont CSPS avec avenant n°1:	22 110 €
Dont AMO avec avenant n°4:	409 310 €
Coût total en €HT :	35 627 933 €
TVA 20% :	7 125 587 €
Coût total en €TTC :	42 753 519 €

A noter que le coût prévisionnel de la construction (servant d'assiette à la cotisation DO) est obtenu à partir du montant toutes taxes comprises de l'ensemble des travaux (travaux de base et travaux supplémentaires éventuels) à la réalisation de l'opération de construction, et intégrant les honoraires, les révisions, et autres taxes.

Seront normalement exclus de l'assiette de cotisations les travaux le désamiantage, ceux de démolition, la réalisation des espaces verts, la fourniture du mobilier et la réalisation des agencements, les fluides médicaux, la signalétique, les équipements de cuisine (sauf si construction d'une cuisine centrale), ainsi que les équipements divers (mais seulement, s'ils ont pour fonction exclusive de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage).

Enfin, et en aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou modifications accordées par le Maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celles prévues contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'extension.

2.3 Nature des garanties et des franchises

2.3.1 Les garanties de base

2.3.1.1 Le contenu

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage neuf ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, conformément à l'article L242-1 et R243-2 du Code des Assurances, des textes d'application et des clauses du A243-1 de l'Annexe II du même Code.

La garantie couvre les dommages dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du code civil, les fabricants, les fournisseurs, le contrôleur technique, etc... (liste non exhaustive), y compris résultant d'un vice du sol, et qui :

- compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination initiale ;
- affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

2.3.1.2 Le montant

Montant des garanties : 100% du montant calculé au paragraphe 2.2 du présent document.

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite du sinistre ; elle est toutefois limitée au montant du coût total de construction déclaré à l'article 2.2 du présent document, revalorisé en fonction de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. La garantie peut être reconstituée après sinistre selon les modalités également prévues au 2.3.1.3 ci-après.

Avant réception

Le montant de la garantie est limité au coût total de construction prévisionnel déclaré à la souscription du contrat et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. Il ne pourra dépasser le coût total des travaux effectivement exécutés au jour du sinistre.

Après réception

Si le sinistre survient entre la date de réception et la date de déclaration du coût total de construction définitif, le montant de la garantie est limité au coût total de construction prévisionnel calculée au 2.2 du présent document et donc déclaré à la souscription du contrat, et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Si le sinistre survient après la date de déclaration du coût total de construction définitif et pendant toute la durée de la garanti, le montant de la garantie est limité au coût total de construction définitif. Celui-ci est déclaré suivant les modalités prévues aux conditions générales. Il est revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

2.3.1.3 Reconstitution de garantie

Il est convenu que les montants de garantie définis dans le présent document, seront automatiquement réduits des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande de l'Assuré ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'une prime dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai d'un mois suivant la date du versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Il est convenu que :

- l'Assureur s'engage à informer l'Assuré de l'épuisement des garanties,

- l'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L.121.5 du Code des assurances en cas de non-reconstitution de l'un ou des montants de garantie.

2.3.2 Les garanties complémentaires

2.3.2.1 La garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables

Cette garantie, (également appelé garantie de bon fonctionnement) couvre les travaux de réparations des dommages matériels, lorsque les éléments d'équipement dissociables sont inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Cette garantie débute à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, et prend fin à l'expiration de 2 ans à compter de la réception.

Conformément à l'article 1792-7 du Code Civil, sont expressément exclus de la présente garantie les éléments d'équipement y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive serait de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage.

Montant des garanties : Maximum de 10% du montant calculé au paragraphe 2.2 du présent document.

Ce montant en € TTC est épuisable sur la période de 2 ans (article 1792-3 du code civil).

2.3.2.2 La garantie des immatériels consécutifs

La garantie facultative des dommages immatériels concerne les préjudices subis par le propriétaire de la construction ainsi que les occupants, résultant d'un dommage survenu après réception.

Cette couverture porte sur le coût des dommages résultants de la privation de jouissance d'un droit ou de l'interruption d'un service rendu, pour autant qu'ils soient la conséquence de dommages de nature décennale ou engageant la garantie de bon fonctionnement eux-mêmes garantis, subi par les propriétaires successifs et/ou le locataire.

Montant des garanties : Maximum de 10% du montant calculé au paragraphe 2.2 du présent document (montant épuisable sur la période de garantie).

2.3.2.3 La garantie des dommages aux ouvrages existants

Cette couverture porte sur le coût des dommages aux ouvrages existants (existants avant l'ouverture du chantier), ni totalement incorporés à l'ouvrage neufs, ni techniquement indivisibles de cet ouvrage neuf.

Montant des garanties : voir article 2.3.4 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie)

2.3.2.4 Le contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

Conformément à l'article R 243-1 du code des assurances, le contrat collectif de responsabilité décennale intervient au titre du présent CCP en complément et après épuisement des garanties que les constructeurs ont souscrites, avec dérogation à la règle proportionnelle, auprès de leurs assureurs respectifs de responsabilité civile décennale

A savoir :

- pour les traitants directs de la structure et du gros œuvre : dix millions d'Euros
- pour les autres traitants directs : six millions d'Euros
- pour les traitants non réalisateurs (maîtres d'œuvre, bureaux d'études, bureaux de contrôle, assistants au maître d'ouvrage, etc.) : trois millions d'Euros

Sont assurés au titre du contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD), l'ensemble des constructeurs (y compris leurs sous-traitants de tout rang) au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, titulaires d'un contrat de louage d'ouvrage avec le maître d'ouvrage, ainsi que le contrôleur technique visé à l'article L 111-23 du code de la construction et de l'habitation et l'assistant au maître d'ouvrage (rappelé au CCAP).

Cette assurance de deuxième ligne couvre un montant épuisable au-delà des montants de garantie en assurance obligatoire des différents intervenants, c'est-à-dire au-delà des plafonds de garantie des polices RCD des Constructeurs dont les montants minimums sont définis ci-avant.

L'indemnité due au titre de cette garantie intervient après le cumul par sinistre des garanties de 1ère ligne des responsables. Ce contrat CCRD ne pourra jamais se substituer aux garanties de première ligne qui constituent donc une franchise absolue unique et globale par assuré traitant direct du Maître d'Ouvrage et ses sous-traitants.

L'assureur délivrant les garanties CCRD déclare expressément renoncer à tout recours à l'encontre du (des) sous-traitant(s) de l'assuré responsable et de son (leurs) assureur(s).

2.3.3 Les franchises

Il n'y a pas de franchise pour les sinistres pris en compte au titre de l'assurance dommage ouvrage (garanties de base et garanties complémentaires).

2.3.4 Récapitulatif des garanties et des franchises :

LOT 1 : ASSURANCES DOMMAGES OUVRAGES		
Assiette de prime, correspondant aux montants des travaux et honoraires en € TTC, comme indiqué au CCP :	42 753 519	€ TTC
Nature des garanties	Montant des Garanties	Franchise
Garantie obligatoire des dommages de nature décennale : Cette garantie légale est accordée conformément à l'article L242 -1 et R243.2 du Code des assurances, des textes d'application et des clauses type A243-1 Annexe II du Code des assurances. Elle est sans franchise, y compris pour les dommages aux existants, qui totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles.	100% du montant des travaux et honoraires	Sans
Garanties complémentaires : Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables Cette garantie, épuisable sur la période de 2 ans (art 1792-3 du code civil), couvre le paiement des travaux de réparation des dommages matériels, lorsque ces derniers rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues	maximum de 10 % du montant des travaux et honoraires, soit 4 275 352 € TTC	Sans
Garanties complémentaires : Immatériels consécutifs La couverture, épuisable sur la période de garantie, porte sur le coût des dommages résultants de la privation de jouissance d'un droit, ou de l'interruption d'un service rendu pour autant qu'ils soient la conséquence de dommages de nature décennale ou engageant la garantie de Bon Fonctionnement eux-mêmes garantis, subi par les propriétaires successifs et/ou le locataire	maximum de 10 % du montant des travaux et honoraires, soit 4 275 352 € TTC	Sans
Contrat Collectif de Responsabilité Décennale A CHIFFRER OBLIGATOIREMENT EN PSE Cette garantie couvre les constructeurs au-delà de leurs propres garanties de base, conformément au décret 2008-1466 du 31/12/2008 et à l'article R 243-1 et A 243-1 annexe 3 du Code des Assurances	100% du coût de l'ouvrage	Voir ci-dessous
Garanties complémentaires : Dommages aux ouvrages existants Ces ouvrages sont existants avant l'ouverture du chantier, et sont ni totalement incorporés aux ouvrages neufs, ni techniquement indivisibles de ces mêmes ouvrages neufs	100% du coût de l'ouvrage	Sans

Il est convenu que chacun des différents intervenants liés directement au maître d'ouvrage par contrat devront avoir des attestations d'assurance décennale (attestations nominatives de chantier) :

1. Pour les prestataires intellectuels maîtres d'œuvre, BET, Géotechnicien, auxquels il convient d'ajouter le contrôleur technique, l'assistant à maîtrise d'ouvrage et les fabricants d'EPERS : 3.000.000 € par sinistre pour chacun d'entre eux ;
2. Pour les entreprises de gros œuvre au sens de la note de la FFSA portant nomenclature des ouvrages de bâtiment article 8 à 21 inclus : 10.000.000 € par sinistre pour chacune des entreprises liées au maître d'ouvrage par contrat de louage d'ouvrage ;
3. Pour les autres entreprises ne rentrant pas dans la nomenclature 8 à 21 de la FFSA et liées au maître d'ouvrage par contrat de louage d'ouvrage 6.000.000 d'Euros par sinistre pour chacune des entreprises.

2.4 La durée du contrat

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

A noter également que l'assurance dommages ouvrage garantit le paiement des réparations nécessaires lorsque :

- Avant la réception, et après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution, par celui-ci, de ses obligations
- Après la réception, et avant l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse.

3 LOT 2 : ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

3.1 Les assurés

Les assurés du présent contrat sont :

- Le Maître d'ouvrage dont l'identité est définie à l'acte d'engagement et dans le CCP.
- Les fournisseurs et fabricants mais exclusivement pour les seules tâches ou prestations diverses qu'ils réalisent directement sur le site du chantier avant la réception de celui-ci,
- Toute personne physique ou morale (y compris les sous-traitants) intervenant sur le chantier pourvu que le montant de sa prestation et /ou de ses fournitures soit inclus dans l'assiette de cotisations du présent marché telle que définie ci-après

3.2 Les biens assurés

Les biens assurés du présent contrat sont :

- Tous les biens, meubles ou immeubles, destinés à faire partie intégrante de la réalisation de l'opération définie au présent CCP.
- Les matériaux ou éléments d'équipement présents sur le site de l'opération et destinés à être incorporés dans l'opération de construction telle que définie au présent CCP.
- Les ouvrages provisoires compris dans les prix des marchés car nécessaires pour la réalisation des travaux de l'opération.
- Les prestations, travaux, et fournitures diverses dès lors qu'ils sont comptabilisés dans l'assiette de calcul ci-après telle qu'elle ressort du coût total de l'opération

Ne bénéficient pas de la qualité d'assuré, les loueurs de matériel, les sociétés de travail intérimaire et les sociétés de gardiennage.

3.3 Assiette financière pour le calcul de la cotisation TRC

L'assiette financière servant de base au calcul de la cotisation TRC est déterminée comme suit, à partir du coût prévisionnel de la construction défini au paragraphe 0 du présent document :

Travaux en €HT (voir ci-dessus) :	32 721 040 €
Dont Extension :	0 €
Dont Restructuration :	32 721 040 €
Honoraires et frais en €HT :	2 906 893 €
Dont MOE avec avenant n°2 :	2 403 563 €
Dont Bureau Contrôle :	44 990 €
Dont Géotechnicien avec avenant n°1:	26 920 €
Dont CSPS avec avenant n°1:	22 110 €
Dont AMO avec avenant n°4:	409 310 €
Coût total en €HT :	35 627 933 €
TVA 20% :	7 125 587 €
Coût total en €TTC :	42 753 519 €

A noter que le coût prévisionnel de la construction (servant d'assiette à la cotisation TRC) est obtenu à partir du montant toutes taxes comprises de l'ensemble des travaux (travaux de base et travaux supplémentaires éventuels) à la réalisation de l'opération de construction, et intégrant les honoraires, les révisions, et autres taxes.

3.4 Nature des garanties et des franchises

3.4.1 Les garanties de base

3.4.1.1 Le contenu

Le contrat a pour objet de garantir, toute perte physique ou dommage matériel subi par les travaux neufs résultant notamment d'erreur et/ou défaut de conception, de plan, de calcul, vice caché, vice de matière, de construction, de montage, et d'une façon générale, tout dommage matériel subi par les travaux neufs.

Ainsi, et sous réserve des exclusions prévues aux conditions particulières et générales de l'assureur, pour autant que celles-ci ne soient pas contraires aux présentes dispositions du CCP sauf mentions expresses en annexe de l'Acte d'Engagement, l'assureur garantit aux assurés l'indemnisation de tous les dommages matériels survenant accidentellement et/ou de façon fortuite, au cours de la réalisation des marchés de notre opération de construction, pendant les travaux et ce jusqu'à la réception définitive de l'opération, et notamment :

- l'effondrement et/ou le risque imminent d'effondrement,
- la chute de grues, d'engins de levage divers, d'échafaudages...
- l'incendie, la chute de la foudre, l'explosion, l'implosion ;
- les dégâts des eaux, le gel, le refoulement d'égouts ;
- la tempête, l'ouragan, la grêle, le poids de la neige
- le choc d'un véhicule terrestre à moteur même non identifié ;
- la chute d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux ;
- l'action des événements climatiques entraînant des dommages non classés en catastrophes naturelles au sens de la Loi de 1982, par exemples inondations, débordements d'étendue ou de cours d'eau, glissements ou effondrement de terrains, coulées de boues.
- le vol, le vandalisme avec effraction uniquement (à cet effet il est bien précisé que le chantier n'est pas gardienné).
- les actes de malveillance (grèves, émeutes, mouvements populaires, sabotages, que ces actions soient concertées ou non).
- les dommages matériels directs causés aux biens assurés par un attentat ou un acte de terrorisme tel que défini par les articles 421-1 et 421-2 du code pénal subis sur le territoire national en application d'article L 121-6 du Code des assurances.

3.4.1.2 Le montant

Montant des garanties : 100% du montant calculé au paragraphe 3.3 du présent document, et ce pour toute la durée de la garantie.

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite du sinistre ; elle est toutefois limitée au montant du coût total de construction déclaré à l'article 3.3 du présent document, revalorisé en fonction de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. La garantie peut être reconstituée après sinistre selon les modalités également prévues au 3.4.1.3 ci-après.

3.4.1.3 Reconstitution de garantie

Il est convenu que les montants de garantie TRC définis au chapitre 3 du présent CCP, seront automatiquement réduits des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande de l'assuré ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'une prime dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai d'un mois suivant la date du versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Il est convenu que :

- l'Assureur s'engage à informer l'Assuré de l'épuisement des garanties,
- l'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L.121.5 du Code des assurances en cas de non-reconstitution de l'un ou des montants de garantie.

3.4.2 Les garanties complémentaires de la TRC

3.4.2.1 Les frais de déblaiement

Sont garantis, dès lors qu'ils sont liés à sinistre garanti, les frais de déblaiement y compris les frais d'accès, de démolition, de retraitement de l'eau, de dévasage, et de séchage.

Montant des garanties : Maximum de 10% du montant calculé au paragraphe 3.3 du présent document (montant épuisable sur la période de garantie).

3.4.2.2 Les frais de transport accéléré, heures supplémentaires

Sont garantis dès lors qu'ils sont liés à un sinistre garanti

- Les frais supplémentaires consécutifs aux transports accélérés par tout moyen, y compris par voies aériennes.
- Les frais supplémentaires de main d'œuvre pour les travaux exécutés en dehors des horaires normaux : heures supplémentaires, de nuit, jours fériés, dimanches, etc...

Montant des garanties : voir article 3.4.4 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

3.4.2.3 Les frais d'honoraires des prestataires spécialisés

Sont garantis les frais d'honoraires spécialisés, au cas où la réparation nécessiterait la participation d'un prestataire ou BET spécialisé, non intervenu en phase conception ou réalisation avant sinistre

Montant des garanties : voir article 3.4.4 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

3.4.2.4 Les frais pour périls imminents et mesures conservatoires

Sont garantis, les frais nécessités par les mesures strictement nécessaires pour éviter les dommages matériels en raison d'une menace grave et imminente d'effondrement ou de limiter l'aggravation imminente et certaine d'un dommage déjà réalisé couvert par le présent contrat, et ce pour autant que le montant des dépenses engagées par l'assuré ne soit pas supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'il ne les avait pas engagées.

Montant des garanties : voir article 3.4.4 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

3.4.2.5 Les frais d'experts d'assurés :

Sont pris en charge les frais d'expert, permettant l'aider à l'estimation des réparations, selon barème de l'assureur.

Montant des garanties : voir article 3.4.4 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

3.4.2.6 La garantie des dommages aux ouvrages existants (autres que les existants indivisibles, ou totalement incorporés à l'ouvrage neuf) :

Sont garantis et pris en charge les travaux de réparation des dommages matériels atteignant de manière soudaine et fortuite les existants (à l'exclusion de la foudre, explosion, dégâts des eaux et événements climatiques) et qui seraient la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs et non celle des défauts propres des dits existants.

Les existants sont :

- Les constructions situées sur le site de l'opération qui, existant avant l'ouverture du chantier, appartiennent au maître d'ouvrage, et sur, sous dans ou à proximité desquelles sont effectuées les travaux.
- Les constructions contiguës, mitoyennes ou voisines de l'opération de construction situées sur le site de l'opération qui, existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage, font également l'objet de travaux.

Montant des garanties : voir article 3.4.4 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

3.4.3 Les franchises de la TRC :

La franchise est fixée à 7 500 € par sinistre, quel que soit le nombre d'extension de garantie affecté par le sinistre ; elle sera doublée en cas de sinistre vol garanti.

Cette franchise sera déduite de l'indemnité à la charge de l'assureur, et qu'il versera à l'assuré ; ce dernier pourra librement en poursuivre le recouvrement auprès d'un éventuel responsable (et / ou de l'assureur de ce prestataire responsable).

3.4.4 Récapitulatif des garanties et des franchises

LOT 2 : ASSURANCES TOUS RISQUES CHANTIER		
Assiette de prime, correspondant aux montants des travaux et honoraires en €TTC, comme indiqué au CCP :	42 753 519 €	€ TTC
Nature des garanties	Montant des Garanties	Franchise
Garantie de base en cours de travaux pour la durée prévisionnelle fixée à l'AE : Nature des garanties : toute perte physique ou dommage matériel subi par les travaux neufs résultant notamment d'erreur et/ou défaut de conception, de plan, de calcul, vice caché, vice de matière, de construction, de montage, et d'une façon générale, tout dommage matériel subi par les travaux neufs (cf. CCP)	Montant prévisionnel TTC et honoraires compris (s'entend par sinistre et épuisable sur la durée de la garantie) ou le montant définitif si celui-ci est connu lors du sinistre. Soit 4 275 352 €TTC	Franchise 7 500 € quel que soit le nombre d'extensions de garantie affectées par le sinistre.
Maintenance visite : A CHIFFRER OBLIGATOIREMENT EN PSE Cette garantie commence à la dernière des réceptions telle que découlant du planning prévisionnel des travaux (voir précisions sur Acte d'Engagement)		
Frais de déblaiement : Sont garantis, dès lors qu'ils sont liés à un sinistre garanti, les frais de déblaiement, y compris les frais d'accès, de démolition, de retraitement de l'eau, de dévasage, de séchage...	10% du sinistre. Si sinistre <500.000 € capital garanti : 50.000 €	
Frais de transport accéléré, heures supplémentaires : Sont garantis, dès lors qu'ils sont liés à un sinistre garanti, les frais supplémentaires consécutifs aux transports accélérés par tout moyen (y compris par voies aériennes) et les frais supplémentaires de main d'œuvre pour les travaux exécutés en dehors des horaires normaux (heures supplémentaires, de nuit, jours fériés, dimanches).	600 000 € épuisables sur la durée de la garantie	
Honoraires des prestataires spécialisés : Au cas où la réparation nécessite l'intervention d'un prestataire ou BET spécialisé non intervenu en phase conception ou réalisation avant sinistre	250 000 € épuisables sur la durée de la garantie	
Périls imminents et mesures conservatoires : Sont garantis, les frais nécessités par les mesures strictement nécessaires pour éviter les dommages matériels en raison d'une menace grave et imminente d'effondrement ou de limiter l'aggravation imminente et certaine d'un dommage déjà réalisé couvert par le présent contrat, et ce pour autant que le montant des dépenses engagées par l'Assuré ne soit pas supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'il ne les avait pas engagées.	800 000 € par sinistre et épuisables sur la durée de la garantie	
Frais d'expert d'assuré : Aide à chiffrer les réparations selon barème de l'assureur	250 000 € épuisables sur la durée de la garantie	
Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage : A CHIFFRER OBLIGATOIREMENT EN PSE	Suivant Art 3.7.2. du CCP	Suivant Art 3.7.3. du CCP

3.5 La durée du contrat

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

L'assureur précise qu'en cas de réceptions échelonnées, une garantie complémentaire limitée à trois mois, est accordée pour les dommages, autres que ceux d'incendie ou d'explosion, subis par les biens sortis de la garantie et qui proviendraient des biens non sortis de garantie, ou qui seraient directement la conséquence de l'exécution des travaux ou prestations non encore réceptionnés.

3.6 La renonciation à recours

A l'occasion d'un sinistre garanti au titre de l'assurance TRC, l'assureur renonce à recourir à tout recours, contre les intervenants assurés (et ce y compris envers leurs assureurs respectifs) concernés au titre du même contrat TRC.

3.7 Prestation supplémentaire éventuelle

La présente consultation fait l'objet de trois PSE :

- PSE n°1 au lot n°1 Dommages Ouvrage : Souscription d'une couverture Contrat Collectif de Responsabilité Décennale

- PSE n°1 au lot n°2 Tous Risques Chantier : Souscription d'une assurance Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage
- PSE n°2 au lot n°2 Tous Risques Chantier : Souscription d'une Garantie Maintenance visite

Ces PSE constituent des éléments obligatoires et indissociables de l'offre de base ; Toute PSE non renseignée entraîne irrémédiablement l'élimination du candidat pour cause d'offre irrégulière au sens de l'article R-2152-1 du Décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la commande publique.

3.7.1 L'objet la PSE n°1 au lot n°1 Dommages Ouvrage : CCRD

La PSE n°1 au lot n°1 a pour objet la souscription d'une couverture Contrat Collectif de Responsabilité Décennale. En fonction du choix du Maître d'ouvrage au moment de l'attribution du présent marché, cette couverture pourra être déléguée à l'entreprise générale.

Cette garantie couvre les constructeurs au-delà de leurs propres garanties de base, conformément au décret 2008-1466 du 31/12/2008 et à l'article R 243-1 et A 243-1 annexe 3 du Code des Assurances.

3.7.2 Les conditions particulières de la PSE n°1 au lot n°1 Dommages Ouvrage : CCRD

Il est convenu que chacun des différents intervenants liés directement au maître d'ouvrage par contrat devront avoir des attestations d'assurance décennale (attestations nominatives de chantier) :

1. Pour les prestataires intellectuels maîtres d'œuvre, BET, Géotechnicien, auxquels il convient d'ajouter le contrôleur technique, l'assistant à maîtrise d'ouvrage et les fabricants d'EPERS : 3.000.000 € par sinistre pour chacun d'entre eux ;
2. Pour les entreprises de gros œuvre au sens de la note de la FFSA portant nomenclature des ouvrages de bâtiment article 8 à 21 inclus : 10.000.000 € par sinistre pour chacune des entreprises liées au maître d'ouvrage par contrat de louage d'ouvrage ;
3. Pour les autres entreprises ne rentrant pas dans la nomenclature 8 à 21 de la FFSA et liées au maître d'ouvrage par contrat de louage d'ouvrage 6.000.000 d'Euros par sinistre pour chacune des entreprises.

3.7.3 Les garanties de la PSE n°1 au lot n°2 Tous Risques Chantier : RC MOA

La PSE n°1 au lot n°2 a pour objet de garantir, sauf exclusions spécifiques prévues par l'assureur et inscrites en annexe de l'acte d'engagement, les conséquences financières de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels (directement consécutifs ou non), causés aux tiers imputables à l'opération de construction, objet du présent CCP et trouvant leur origine sur le site même du chantier et/ou aux abords immédiats de celui-ci.

Sont également garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré en raison de dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs subis par un tiers, quand ces dommages résultent d'atteinte à l'environnement accidentelle.

Plafonds des garanties par sinistre (tous dommages confondus, avant et après réception), de 5 000 000 € avec les sous-limites suivantes :

- | | |
|---|------------|
| • Pour les dommages corporels | 5 000 000€ |
| • Pour les dommages matériels et immatériels consécutifs | 3 000 000€ |
| • Pour les dommages immatériels non consécutifs | 500 000€ |
| • Pour les dommages d'atteinte accidentelle à l'environnement | 500 000€ |
| • Garantie pour dépense pénale, recours, et frais de justice | 100 000€ |

3.7.4 Les franchises de la PSE n°1 au lot n°2 Tous Risques Chantier : RC MOA

La franchise est fixée à 3 000€ par sinistre, sauf pour les dommages corporels qui ne disposent pas de franchise.

3.7.5 Les garanties de la PSE n°2 au lot n°2 Tous Risques Chantier : Garantie Maintenance visite

La garantie de base sera prolongée automatiquement pendant une période de 12 mois à dater du jour de la réception de l'opération ; cette garantie dit de maintenance visite, couvrira les réparations des dommages

matériels subis par tout ou partie de l'ouvrage (autre qu'incendie, chute de la foudre, explosion, dégâts des eaux) et provenant exclusivement d'accident résultant de négligence, maladresse, fausse manœuvre, imputables aux assurés (autre que le Maître d'Ouvrage), mais uniquement lorsque ces derniers reviennent sur le chantier pour l'accomplissement des seules opérations suivantes : visite de contrôle ou d'entretien, réparations, levée des réserves (toutes prestations qui incombent donc aux assurés aux termes de leurs marchés passés avec le Maître de l'Ouvrage).

3.7.6 Les franchises de la PSE n°2 au lot n°2 Tous Risques Chantier : Garantie Maintenance visite

La franchise est fixée à 7500€ quel que soit le nombre d'extensions de garantie affectées par le sinistre.